CORPS LÉGISLATIF.

CONSEIL DES ANCIENS.

OPINION

DE

L. M. DUBOIS-DUBAIS (du Calvados) (1),

Sur la résolution relative à un impot sur le sel à l'extraction des marais salans.

Séance du 3 ventose an 7.

CITOYENS REPRÉSENTANS,

IL me semble que la discussion qui nous occupe est arrivée à un tel degré de maturité, et que les motifs sur lesquels chacun des orateurs s'est appuyé,

(1) Dubois-Dubais.

THE NEWBERRY LIBRARY

ont acquis un développement tellement étendu et circonstancié, qu'il en est peu parmi nous dont la conscience ne soit presque suffisamment éclairée.

Je me bornerai donc, en réduisant la question à ses plus simples termes, à asseoir mon opinion sur quelques-unes des vérités les plus frappantes et les plus décisives.

Mais une remarque bien satisfaisante pour les amis de la République dans la lutte des moyens que chacun de nous a fait valoir pour ou contre la résolution, et qui n'a pu échapper à personne, c'est que la froide raison, la passion du bien, le desir du mieux, et sur-tout la volonté bien prononcée de subvenir efficacement aux besoins du gouvernement, ont seuls dicté les opinions de tous, et que jamais la sagesse, je dis cette sagesse fortement ennemie de tout esprit de parti, ne s'est manifestée avec plus d'éclat que dans le cours de cette importante discussion.

Ceux qui ont parlé en faveur du projet d'impôt persuadés que cette ressource étoit la seule prompte et praticable pour combler à l'instant le déficit, se sont livrés sans hésiter, en proposant l'adoption de de la résolution, au desir bien louable de faire cesser les embarras du gouvernement et de satisfaire à ses pressans besoins.

Ceux qui ont parlé contre, guidés par les mêmes motifs, ont vu que, dans le choix des moyens, il en étoit de plus prompts, de plus efficaces et de moins onéreux que celui proposé; ils ont dû aussi sans hésiter s'y arrêter, et en réclamer la préférence : ainsi tous, nous nous sommes montrés animés du même esprit, tous, nous voulons arriver au même but; nous ne différons que sur les moyens.

J'avoue, citoyens représentans, que, si le choix n'en eût pas été aussi réel qu'il l'est véritablement,

et que, si de grandes raisons de préférence sur l'impôt poposé n'eussent pas été démontrées d'une manière aussi évidente et aussi incontestable, qu'alors j'eusse été d'avis de céder à la loi impérieuse de la nécessité.

Eh ! le Directoire exécutif pourroit-il douter un instant que ses embarras sont les nôtres, que nous sommes tous liés à lui par les mêmes intérêts, que nous ne pouvons lui refuser une ressource essentielle qu'en lui en indiquant une plus certaine et plus efficace, et qu'enfin toute notre sollicitude ne nous porte entièrement à le seconder dans ses efforts heureux et constans pour la gloire de nos armes et le triomphe de la République.

Mais quand une discussion sage, éclairée, et dictée par le seul intérêt public, a mis à découvert, et même dans le plus grand jour, tous les avantages et les inconvéniens dont un genre d'impôt peut être susceptible, il est aussi de l'intérêt bien entendu du gouvernement que vous vous arrêtiez à celui qui, dans la balance de ses produits, offre le plus d'avantages et le moins d'inconvéniens.

Le gouvernement nous en voudroit à juste titre, si nous ne mettions pas à profit les vérités salutaires qui jaillissent du choc des opinions ; et ce seroit alors qu'en trahissant nos propres devoirs, nous le trahirions d'une manière bien funeste à ses intérêts, aux nôtres et aux intérêts de tous : mais, vous ne le ferez pas, citoyens représentans ; vos vertus, dont vous donnez chaque jour d'honorables preuves, m'en sont garant ; et, en rejetant l'impôt proposé, ce ne sera que pour vous fixer sur un autre genre de contribution plus productif pour le gouvernement, plus prompt dans ses effets, en même temps qu'il sera moins onéreux au peuple.

Il est donc incontestable, ainsi qu'on l'a déja dé-

montré, qu'il n'est pas d'impôt plus désastreux et dont les résultats doivent plus vous effrayer que celui sur le sel :

Parce qu'il s'attache à une production la plus généralement nécessaire, et sur-tout à la classe indigente du peuple, qui en fait son principal et quelquefois même le seul assaisonnement de ses alimens ;

Par ce qu'il est encore nécessaire à l'engrais des terres, au traitement et à la nourriture même des bestiaux ;

Parce qu'il arme une partie des citoyens contre l'autre, et qu'il tend, par la contrebande à laquelle il excite, à alimenter l'immoralité ;

Parce que, quoi qu'on ait prétendu prouver, la perception en est difficile, et qu'elle n'en pourra être certaine et efficace qu'avec des armées d'employés qui dévoreront la plus grande partie de son produit.

Mais il est encore impolitique ; parce qu'étant plus à charge à la classe la plus nombreuse du peuple, il donne de grands moyens aux ennemis du gouvernement de l'indisposer contre lui, puisqu'ils n'auront pas de peine à persuader qu'un produit bien certainement nul d'abord, ou que de plus grands besoins nécessiteront progressivement l'augmentation de l'impôt, et conséquemment du prix de cette denrée, et qu'alors reparoîtra l'ancienne gabelle avec tous ses odieux accessoires ; vous n'empêcherez jamais, citoyens représentans, la pensée de se porter jusques-là, parce que cette combinaison résulte nécessairement de la nature de la chose, et qu'elle frappe l'homme le moins prévenu et le moins susceptible de s'alarmer.

Si j'entre dans le calcul des produits, mes argumens contre la résolution ne seront pas moins irrésistibles.

Car à qui persuadera-t-on que l'impôt qui ne produisoit, sous le régime oppressif qui existoit, que 60

millions brut, d'après plusieurs états de recettes, produiroit 25 millions lorsque le prix du sel seroit douze fois moindre qu'il n'étoit alors ?

A qui persuadera-t-on encore que vingt-cinq millions d'individus, dont la population se compose, produiroient 25 millions de revenu, lorsque la consommation, calculée à raison de treize livres par individu, ne produit brut qu'à-peu-près 15 millions ?

Il est difficile d'échapper à l'évidence de ces calculs, et ils doivent même frapper ceux qui sont prévenus le plus favorablement pour l'impôt proposé : je m'y bornerai, puisqu'ils suffisent pour démontrer combien est grande l'erreur de ceux qui comptent sur son produit pour remplir le déficit et satisfaire aux besoins pressans du gouvernement.

Mais qui peut douter encore que cette denrée ne devienne de suite la proie de l'agiotage, et que le riche capitaliste ne s'empresse de l'accaparer pour faire monter le prix du sel qu'il a emmagasiné depuis long-temps ? il n'attend, croyez-le, que votre décision en faveur de l'impôt pour mettre en activité l'objet de sa lucrative spéculation ? Eh ! que lui importe à celui-là votre réputation, les malheurs et la misère du peuple, pourvu qu'il arrive au but de sa cupide prévoyance ?

Quels seroient alors vos regrets, représentans du peuple, d'avoir, sans aucun fruit réel pour la République, livré les citoyens, et sur tout la classe indigente du peuple, à la dévorante rapacité de ces avides spéculateurs, et d'avoir donné à vos ennemis les moyens de calomnier vos intentions les plus pures, lorsque le produit de cet impôt, loin de répondre à votre attente, ne vous présenteroit par-tout que des effets désastreux ? Il n'est pas, je crois, inutile de citer ici ce que dit l'immortel *Montesquieu* sur ce genre d'impôt : « Plus l'on met le peuple dans le cas de

» frauder,..... plus on l'appauvrit, parce qu'il faut » avoir recours contre lui à des vexations extraordi- » naires ; et alors, ajoute-t-il, tout est perdu. »

Non, citoyens représentans, vous ne l'adopterez point cet impôt qui réveilleroit infailliblement dans le peuple tant de souvenirs amers, et dont la suppression, qu'on lui rappelloit sans cesse, a été un des moyens puissans pour l'attacher à la révolution : non, vous ne voudrez pas imprimer à l'un de vos actes les plus importans cette tache indélébile qui vous livreroit infailliblement aux reproches amers de vos commettans et aux remords cuisans de votre conscience ; vous ne souffrirez pas enfin que cet arbre de douleur soit jamais replanté sur le sol de la liberté, lorsque surtout vous auriez à craindre de lui voir pousser des racines profondes, s'élever insensiblement, et étendre au loin ses ramaux malfaisans : car qui vous répondra qu'une fois planté et bien arrosé de larmes et de sueurs, il ne prendra pas un accroissement calamiteux ?

Mais cependant, nous dit-on, il existe un déficit ; il faut le remplir, et pour cela, il faut un impôt. Je ne doute point qu'il n'existe, ce déficit ; je veux aussi qu'il soit rempli, car nous devons au Gouvernement les moyens de faire la guerre, et de forcer nos ennemis à une paix glorieuse.....

Ici, citoyens représentans, je m'arrête un instant, et je me reporte à la tribune nationale du Conseil des Cinq-Cents, à la séance du 10 fructidor de l'an 4 ; à cette époque déja éloignée de plus de deux années, il s'agissoit aussi de l'établissement de nouveaux impôts : j'osai dire que le meilleur plan de finance, que la manière la plus sûre de niveller les recettes avec les dépenses, étoit de porter une main réformatrice sur toutes les parties de l'administration publique, d'extirper promptement les abus révoltans qui y exis-

toient, et j'en indiquai plusieurs des plus marquans (1).

Je parlai de quelques ministres foibles et insoucians, (ceux de l'intérieur et de la guerre d'alors), de fournisseurs infideles, d'employés sans travail, d'établissemens sans nécessité, d'hommes qui trafiquoient de leurs places, et qui n'ayant alors que leur traitement pour subsister, étalent néanmoins aujourd'hui hors de ces places un luxe insolent, et jouissent avec profusion de tout ce que la fortune peut présenter de plus brillant en hôtels, voitures et ameublemens.

Je jetai un moment l'épouvante au milieu de ces sangsues publiques; je donnai l'éveil aux ministres dont je vient de parler, quelques lettres de leur part indiquèrent des réformes, excitèrent la surveillance: mais quel en a été la suite? que les vampires qui dévorent la République n'ont montré que plus d'audace et d'impudeur, que la troupe s'en est accrue par l'impunité, et que chaque jour encore elle augmente; chaque jour aussi l'on voit s'élever des fortunes colossales et scandaleuses: tel, par exemple, que j'ai connu, avec une petite fortune, aujourd'hui nouveau Crésus, achette les plus belles terres du Calvados, quoique cependant il ne soit que le sous-fournisseur de chevaux de l'entrepreneur en chef Lanchère, qui

---

(1) Je m'exprimai ainsi: Citoyens représentans, vous n'avez pas à choisir, il faut que tous les gaspillages cessent promptement, ou que le gouvernement soit ramené périodiquement à une crise financière qui force de recourir à des moyens extraordinaires, difficiles à concevoir, plus difficiles encore à mettre en exécution, et toujours douteux dans leurs résultats; et dès que la fortune publique est livrée à un désordre semblable, il faut qu'on se hâte d'y remédier, ou que l'état soit sans cesse exposé à des convulsions inquiétantes.

gagne sur lui cent francs par cheval, sans frais et sans sortir de son cabinet : on sait aussi quelle espèce de chevaux sont fournis, et que la plupart ne valent pas la moitié du prix que le Gouvernement les paie.

Mais ce n'est-là qu'un exemple sur des milliers de la même espèce, ce n'est qu'un point dans l'immensité ; combien d'autres individus figurent de la même manière au sein de la République, et combien de faits je pourrois citer en preuve des plus désastreuses dilapidations ! ! !

Hommes insatiables, vous existez, et la République entière vous voit et vous accuse, sera-ce donc toujours pour assouvir votre soif inextinguible de richesses, que nos armées souffriront, que les créanciers de l'État mourront de faim, que le cultivateur sera forcé de se priver des fruits de son travail et de ses sueurs, et qu'enfin les représentans du peuple seront périodiquement ramenés à la nécessité d'établir de nouveaux impôts ? Quel génie bienfaisant, quel homme assez courageux, quelle main assez puissante pourra porter contre vous des coups assez sûrs pour arracher la République de vos griffes déchirantes ! Pytagore voua à Jupiter cent bœufs pour la découverte du quarré de l'hypothénuse ; quels vœux aussi ne feroient pas les bons citoyens, et quels sacrifices n'offriroient-ils pas pour résoudre le problême de votre destruction, et vous voir à jamais bannis des places et des entreprises, pour qu'elles ne soient plus données qu'aux citoyens vertueux et de la plus austère probité ! Puissent donc nos vœux à cet égard ne pas être toujours stériles ! et puisse enfin le Directoire exécutif, des bonnes intentions duquel nous ne pouvons douter, trouver enfin le moment favorable de s'armer de la massue d'Hercule pour délivrer la République de tous le monstres qui la dévorent, nés des désordres inévita-

bles d'une grande révolution et d'une guerre dont jusqu'à ce jour l'histoire d'aucun peuple n'avoit offert l'exemple !

J'en reviens à l'objet principal de la discussion, et je demande enfin si, contraints d'adopter un genre de contribution quelconque pour combler le déficit existant, nous pouvons adopter l'impôt proposé dont pas un seul avantage n'est reconnu certain, et dont tous les inconvéniens sont réels et des plus graves ?

Si l'impérieuse nécessité, cette suprême loi, nous y forçoit ; si les destinées de la République en dépendoient, ce seroit là notre excuse ; alors, à l'exemple des Romains, le sentiment de la gloire de notre pays l'emporteroit sur celui des maux qu'il occasionneroit ; alors aussi il faudroit nous résigner avec courage au blâme des citoyens qui en souffriroient, et aux sarcasmes de la malveillance : mais, citoyens représentans, dès qu'il vous a été démontré que des ressources plus promptes et plus certaines, et sur-tout sans le moindre inconvénient, pouvoient, dans un autre genre d'impôt, remplacer celles qu'on attendroit vainement de celui du sel, vous n'hésiterez pas à rejeter ce dernier avec ce plaisir qu'inspire l'idée d'un danger auquel on a si heureusement échappé.

Ces ressources certaines se trouvent incontestablement sur-tout dans le doublement de l'impôt sur les fenêtres ; celui de tous les impôts directs le plus juste, puisque généralement il ne pèse sur les citoyens qu'en raison de leurs facultés ; le moins susceptible d'arbitraire, puisque chaque citoyen peut s'imposer lui-même : il est aussi le plus facile, et le moins coûteux dans sa perception, puisqu'il ne faudroit pas l'augmentation d'un seul individu, ni de la moindre dépense pour le percevoir. C'est donc à cet impôt, citoyens représentans, que nous devons principalement nous

arrêter, et recourir dans tous nos besoins pressans, puisqu'il réunit tous les avantages, et pas un des vices des autres.

Je vote pour le rejet de la résolution.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
Ventose an 7.